

de la production à l'échelle optimum enlèvent tout intérêt à l'exploitation de nombreuses usines existantes, ou à la construction de nouvelles installations destinées uniquement à desservir le marché canadien. Et cependant, il n'est pas intéressant pour nous d'envisager d'exporter nos matières premières, notre pétrole et notre gaz naturel et d'importer les produits raffinés des industries pétro-chimiques à grande production des États-Unis, du Japon et d'Europe.

Vous verrez une indication de l'attitude que nous avons adoptée en tentant de résoudre ce genre de dilemme dans l'étroite collaboration qui existe entre, d'une part, mon collègue monsieur Pepin, ministre de l'Industrie et du Commerce et ses fonctionnaires et, d'autre part, des représentants de l'industrie chimique afin de mettre au point des propositions détaillées en vue de l'élaboration d'une politique pratique de l'industrie chimique qui n'entraînera pas l'imposition de coûts plus élevés pour des Canadiens. Les produits chimiques constituent une partie trop importante de la structure de nos coûts industriels pour que cela soit possible. En fait, dans le tarif des produits chimiques négocié pendant le Kennedy Round et adopté par le Parlement, notre Gouvernement a opté clairement pour une politique n'accordant à cette industrie qu'une protection modérée. Pour parler plus franchement nous avons clairement rejeté les politiques plus protectionnistes que ces industries chimiques affiliées à celles du Canada ont souvent réussi à obtenir dans d'autres pays. Ce qui veut dire que si nous devons avoir une industrie chimique importante au Canada, -- et je pense particulièrement à la perspective de développer une industrie pétrochimique saine --, nous devons pénétrer dans d'autres pays, à des conditions raisonnables, sur les marchés de produits qui, étant donné les avantages géographiques et les facilités d'accès aux matières premières, peuvent être fabriqués avec efficacité au Canada.

Les politiques de rechange ne sont pas du tout, à mon avis, intéressantes. On pourrait simplement exporter des matières premières et importer des produits chimiques finis. C'est là le genre de politique rejetée par les Canadiens il y a cent ans. On pourrait encore chercher à conclure une sorte d'accord spécial de préférence avec un autre marché important. Cette politique, bien sûr, viendrait en conflit avec notre politique traditionnelle d'échanges multilatéraux qui, j'en suis convaincu, sert au mieux les intérêts généraux du pays, et elle aurait certainement des implications allant au delà de la politique commerciale. En outre, je ne vois pas de marché important qui soit disposé à offrir un accord spécial pour bien des produits canadiens. On pourrait, enfin, se lancer dans une politique de forte protection pour certains secteurs choisis de notre économie. Je pense, quant à moi, que cette politique ne serait pas acceptable pour les Canadiens, ne serait-ce que parce qu'elle entraînera des coûts insupportables pour ceux des Canadiens qui n'ont pas d'autres choix que de lutter avec leurs produits sur les marchés mondiaux. Voilà le genre de considérations qu'il faut garder à l'esprit alors que nous essayons de mettre sur pied des politiques commerciales saines et pratiques.

Permettez-moi maintenant de revenir à un sujet plus général, à savoir le rôle des industries de fabrication dans notre économie. J'ai plusieurs remarques à faire. La première est simplement de faire observer que, malgré leur notable augmentation, les exportations de produits manufacturés dépendent souvent, dans une certaine mesure, de diverses formes d'aide spéciale de la part du Gouvernement ou de la mise en oeuvre de certains facteurs non